

Otan. La France réintègre les rangs

Nicolas Sarkozy a officialisé, hier, le retour controversé de la France dans le commandement militaire intégré de l'Otan. Non sans réaffirmer l'indépendance de Paris à l'égard de Washington.

> Les pays qui constituent l'Otan



> 26 pays membres :

Allemagne	Etats-Unis	Lituanie	Royaume-Uni
Belgique	France	Luxembourg	Roumanie
Bulgarie	Grèce	Norvège	Slovaquie
Canada	Hongrie	Pays-Bas	Slovénie
Danemark	Islande	Pologne	Turquie
Espagne	Italie	Portugal	
Estonie	Lettonie	Rép. tchèque	

En 1966, Charles de Gaulle avait claqué la porte de la structure militaire de l'Otan pour que la France recouvre « l'entier exercice de sa souveraineté », tout en restant membre de l'Alliance atlantique.

« Le moment est venu de mettre fin à cette situation, car c'est l'intérêt de la France et de l'Europe », a lancé Nicolas Sarkozy, hier, devant un parterre de personnalités françaises et étrangères réunies à l'Ecole militaire à Paris.

Il n'a toutefois précisé ni le nombre de militaires français qui pourraient rejoindre les états-

majors alliés (un millier, selon des diplomates), ni les commandements qui leur reviendraient. Actuellement, « nous n'avons aucun poste militaire de responsabilité, formidable ! », a-t-il ironisé. « On engage la vie de nos soldats et on ne participe pas à la stratégie » qui définit leur mission alors que des milliers d'entre eux ont été engagés sous le drapeau de l'Otan en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan.

Peser dans la réforme de l'Otan

Pour le président, il s'agit de « codiriger » plutôt que de

« subir » une stratégie définie par d'autres. Mais l'enjeu pour la France est aussi, selon lui, de « peser de tout son poids » dans la réforme de l'Otan, au menu d'un sommet de l'organisation, les 3 et 4 avril, à Strasbourg et Kehl (Allemagne).

Une « dissuasion nucléaire indépendante »

Entre-temps, les parlementaires français se seront prononcés - mardi - sur ce sujet très polémique en France, les détracteurs reprochant un alignement sur Washington qui serait mal perçu dans le monde arabo-musulman

ou en Russie.

Répondant à ces critiques, le chef de l'Etat a assuré qu'il n'est nullement question de renoncer à l'autonomie française. « Le rapprochement avec l'Otan conforte notre indépendance nationale », a-t-il martelé, rappelant que la France conserverait une « dissuasion nucléaire indépendante ».

« Ceux qui prétendent que notre indépendance serait en question trompent les Français », a asséné Nicolas Sarkozy. Ils « insultent et choquent nos partenaires européens, nos alliés, en laissant entendre qu'ils ne sont pas indépendants ».